



Le fonctionnement du Comité Social et Economique (CSE)

1 jour

21 janvier 2021 - 9h00-12h30 / 13h30-17h00

INTERVENANT : Mathilde HAMELIN-RIGAUX, Responsable du Service Juridique à l'Uriopss Hauts de France

PUBLIC(S), PREREQUIS & MODALITES D'ACCES A LA FORMATION :

Formation ouverte à toute personne Présidents, Directeurs Généraux, Direction, Chefs de service, Responsable RH, Représentants du personnel.....

Pour toutes les personnes en situation de handicap, l'Uriopss Hauts-de-France a la possibilité d'adapter, dans la mesure du possible, les conditions d'accueil ainsi que le contenu de la formation en fonction du handicap. **N'hésitez pas à nous faire part de vos besoins éventuels** à l'adresse mail suivante : m.babela@uriopss-hdf.fr

TARIF : 250 €

LIEU : URIOPSS - BOVES

MODALITES PEDAGOGIQUES :

Apports théoriques (80%) et exercices pratiques – mises en situations (20%)
Utilisation de nombreux supports pour faciliter les échanges et les interactions.

Ressources pédagogiques mises à disposition des stagiaires.

Une **attestation de fin de formation** sera délivrée à l'issue de la formation.

MODALITES D'EVALUATION :

- Evaluation des acquis en cours de formation :
- Evaluation de la satisfaction des stagiaires en fin de formation

CAPACITE MAXIMUM :

6 personnes

OBJECTIFS PEDAGOGIQUES :

- Maîtriser le fonctionnement du CSE
- Connaître les missions du CSE et de ses éventuelles commissions
- Identifier le rôle des différents représentants élus du CSE, délégués syndicaux
- Limiter les risques juridiques du délit d'entrave

DEROULE DE FORMATION

- Introduction
- Composition du Comité Social et Economique
- Mandat
 - Durée
 - Rupture anticipée
- Fonctionnement
 - Déplacement
 - Circulation
 - Affichage
 - Formations spécifiques des élus
 - Obligation de discrétion
 - Réunions (préparation, déroulement...)
- Attributions
 - Information et consultations générales et ponctuelles
 - 3 grandes consultations annuelles
 - Possibilité de négocier sur ces consultations annuelles
 - 1 - Orientations stratégiques
 - 2 - Situation économique et financière
 - 3 - Politique sociale
- Base de Données Economiques et Sociales (BDES)
- Protection des salariés protégés
- Négociation collective